

# Éditorial : La vérité sortie du puits de l'Élysée

De la même façon qu'il avait reçu le 20 septembre 2021 à l'Élysée les représentants des Harkis pour reconnaître devant eux la responsabilité de la France dans le mauvais sort qu'elle leur a fait subir et sa volonté d'y apporter réparation, Emmanuel Macron a rencontré, le 26 janvier 2022 dans la salle des fêtes de l'Élysée, les représentants des principales associations de rapatriés. Cette rencontre avait été précédée de plusieurs réunions que Mme Darrieussecq, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées chargée de la Mémoire et des Anciens combattants, avait menées dans son cabinet avec un groupe de travail constitué par les représentants de nos associations, qui lui ont fait valoir leur hostilité à l'exigence de repentance des autorités algériennes, ainsi que leurs revendications. Elles les ont exprimées avec fermeté dans une lettre ouverte, datée du 15 novembre 2020, adressée au Président de la République en nombre d'exemplaires ; cette lettre a fait l'objet d'une publication particulière dans le n°391, de novembre-décembre 2020, de *L'Écho de l'Oranie*.

Arguant de sa volonté de « cheminer sur la voie de l'apaisement des mémoires blessées de la guerre d'Algérie » et aussi de « poser un premier jalon des commémorations du 60<sup>e</sup> anniversaire de 1962 marquant la fin du conflit, mais ni celle de ses résonances, ni celle de ses souffrances », le Président a affirmé que, pour les Français d'Algérie, la date du 19 mars 1962 reste symbolique de la défaite et du calvaire qu'ils ont longtemps enduré et regretté que les accords d'Évian n'aient pas garanti leur sécurité, ni de leurs personnes et de leurs biens.

Il a ainsi rappelé les circonstances de la fusillade du 26 mars 1962 à Alger en déclarant « haut et clair » que ce massacre était « impardonnable pour la République ». À ce propos, il a annoncé que « toutes les archives françaises sur cette tragédie pourront

être consultées et étudiées librement ». Ce déclassé devrait permettre d'apporter un démenti formel à tous les commentateurs, journalistes comme historiens, au nombre desquels figure René Rémond maître incontesté de l'histoire politique contemporaine, qui ont prétendu que des activistes de l'OAS auraient provoqué en ouvrant le feu sur lui, la riposte du peloton de tirailleurs posté à l'entrée de la rue d'Isly<sup>1</sup>.

Qualifiant ce massacre « d'engrenage mortifère de la guerre civile », Emmanuel Macron en conclut que « son extrémité insupportable conduisit au drame du 5 juillet 1962 à Oran où des centaines de Français furent massacrés, comme le furent ensuite nombre d'autres et des dizaines de milliers de harkis ». Ayant ainsi justement dénoncé comme impardonnables ces deux massacres, il n'est pourtant pas revenu, comme il aurait dû le faire, sur les propos inexcusables qu'il avait tenus à Alger en 2017 alors qu'il était candidat à l'Élysée en qualifiant la colonisation de crime contre l'humanité.

Comme s'il l'avait lui-même vécu, il a repris en termes évocateurs le récit de notre départ d'Algérie, le résumant en ces termes : « L'exode de 1962 est une page tragique de notre récit national aux prémises lointaines et aux conséquences profondes. Inédit par son ampleur, sa soudaineté, son impréparation, sa brutalité. En quelques mois près d'un million de personnes sont passés d'une rive à l'autre » de la Méditerranée.

Il a souligné notre amour charnel pour notre terre natale, nos efforts et notre labeur pour la faire fructifier.

Citant le Premier Homme et l'amour passionnel qu'Albert Camus portait à l'Algérie « terre du bonheur, de l'énergie, de la création », il a résumé notre idéal méditerranéen en ces mots : une vie harmonieuse entre chrétiens, juifs et musulmans.

Dénonçant la froideur de l'accueil réservé aux rapatriés dont « la plupart se sont heurtés à l'indifférence quand ce n'était pas

aux préjugés ou à la méfiance », le Président a ainsi résumé sa réprobation : « Cette impréparation coupable, cette frilosité teintée de suspicion, cette négligence confinante à l'hostilité vous ont donné le sentiment qu'on ne voulait pas de vous... Cela non plus nous ne devons ni l'oublier, ni le taire, car il n'y a aucun déni qui grandisse la République ».

Il s'est cependant abstenu, et c'est regrettable, de désigner le grand responsable de ce déni d'impréparation imputable au Gouvernement de l'époque. De même, il ne lui a pas fait le reproche d'avoir ordonné au général Katz d'interdire formellement aux militaires placés sous son commandement de sortir de leurs casernes pour aller porter secours aux personnes livrées dans les rues d'Oran à la barbarie du déchainement des militants du FLN, le 26 mars 1962 jour de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

À cet égard, la journaliste Catherine Nay dans sa chronique sur cette adresse d'Emmanuel Macron aux Pieds-Noirs, parue à la rubrique « Droit de regard » de la revue *Valeurs actuelles* du 3 février 2022, bien qu'elle lui ait reproché de ne pas avoir rappelé que le massacre de la population oranaise était imputable au FLN « pour ne pas heurter Alger », affirme avec trop de certitude que « l'Algérie étant alors indépendante, l'armée française ne pouvait pas riposter » et que, si elle était intervenue, la guerre aurait été relancée.

Rappelant toutes les difficultés qu'un grand nombre d'entre nous ont rencontrées pour s'adapter à leur nouvelle vie, le Président nous a déclaré que *malgré ces épreuves vous avez participé avec ardeur à l'édification de notre pays, à sa défense et à sa liberté* et aussi *qu'en maints endroits et en maints domaines, les rapatriés d'Algérie ont contribué à moderniser la France des Trente Glorieuses, ont su s'adapter et rebondir, faire profiter la nation de leurs compétences, de leurs talents, de leur culture.*

Il a terminé son adresse par ces mots : *Il y a 60 ans les rapatriés d'Algérie ne furent pas écoutés... Un discours ne règle pas 60 années d'injustice... Mais je voulais que ces mots viennent apporter la reconnaissance des drames sur lesquels la République ne s'était jamais exprimée, dire les injustices que vous avez subies et dire aussi ce que vous avez apporté à la nation... C'est l'honneur de notre pays de dire la vérité quand bien même elle est douloureuse et de faire la clarté, même si elle doit être arrachée à l'ombre.*

Mais c'est aussi l'honneur de la République pour celui placé à la tête de l'État, dont les décisions engagent la France, de ne pas s'en tenir aux seules paroles qu'il a prononcées, quand celles-ci l'ont été en public dans des circonstances exigeant

une certaine solennité, comme ce fut le cas devant les représentants des rapatriés. Car la pleine reconnaissance du sort subi par les rapatriés équivaut à un engagement de réparation qui doit se traduire par des faits.

Voilà pourquoi, devant la sincérité apaisante du discours présidentiel, les personnes présentes le jeudi 26 janvier 2022 sont fondées à attendre que le Parlement soit saisi dans les meilleurs délais d'un projet de loi du Gouvernement portant reconnaissance du sort cruel fait aux rapatriés et indemnisation des nombreux préjudices qu'ils en ont subis et qui n'ont pas été pris en compte jusqu'à présent.

<sup>1</sup> René Rémond, *Notre siècle 1918-1988*, p.602



## L'Écho de l'Oranie

Nouveauté sur notre  
site internet

<http://echodeloranie.com>

Venez visiter notre site qui fourmille d'informations diverses tel que l'agenda des manifestations, l'actualité et le fonctionnement de l'association des *Amitiés Oraniennes*, les informations aux abonnés de la revue, et bien entendu de nombreux articles et photos parus dans d'anciens numéros (de 1964 à 2010), de la documentation, etc. Pour rappel, *l'espace abonné* de notre site internet, qui compte aujourd'hui près de **1.300 inscrits, est réservé aux abonnés** de la revue *L'Écho de l'Oranie à jour de leur cotisation* et vous permet d'accéder à certains menus comme *Les éditoriaux d'aujourd'hui* ou encore nos rubriques *Nos albums de photos de classe* et *Nos villages en photos*.

Vous pouvez également nous retrouver sur le réseau social

**Facebook**

[www.facebook.com/echooranie/](http://www.facebook.com/echooranie/)

La page *L'Écho de l'Oranie* vous permet de suivre l'actualité de notre site internet, et surtout de retrouver ou prendre contact avec d'autres abonnés à la revue et ainsi entretenir le lien entre tous les Oraniens.